



Grand débat national et politique africaine de la France

Par [Emmanuel Dupuy](#) et [Leslie Varenne](#)

Mondialisation.ca, 03 février 2019

[Iveris](#) 26 janvier 2019

Région : [Afrique subsaharienne](#), [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

La politique africaine de la France est le parent très pauvre du grand débat national, pourtant ce sujet était inscrit dans la toute première charte des Gilets jaunes. Parmi ces revendications figuraient « *la fin du franc CFA et des ingérences politiques et militaires ; le rapatriement des soldats français et l'établissement de rapports d'égal à égal avec les Etats africains* ».

Dès l'apparition de ces « *doléances* » sur les réseaux sociaux, les nombreuses diasporas africaines vivant dans l'Hexagone, qui étaient jusque-là restées dans l'expectative, ont ainsi apporté leur soutien au mouvement.

Tous ces sujets deviennent de plus en plus brûlants. Se taire, se terrer dans le déni, ou se complaire dans l'aveuglement, permet, en outre, de conforter tous les Etats, qui instrumentalisent - à l'instar de la Russie, de la Chine, de l'Allemagne, des Etats-Unis, ou ceux, qui, en plein jour, attisent le ressentiment anti-français, à l'instar des attaques récentes du gouvernement italien. Il en va, faut-il le rappeler, d'une guerre commerciale et de desseins stratégiques qui prennent le continent africain en otage.

Mais sur ce sujet, comme sur d'autres, le président de la République reste désespérément flou, et semble vouloir se murer dans une logique « *verticale* » qui est le propre de son action publique. Nul étonnement donc, les mêmes ornières qui l'empêchent de sortir de ses certitudes finissent par enterrer la singularité de notre politique africaine.

Faute d'avoir été choisi d'une manière transparente et en carence de représentativité au sein des diasporas, les membres du Conseil Présidentiel pour l'Afrique (CPA) restent de grands inconnus sans réelle légitimité. Les représentants très actifs des sociétés civiles africaines, comme les chercheurs, journalistes, militants et activistes des droits de l'homme, jeunes entrepreneurs de la nouvelle économie n'arrivent plus à décrypter les bons niveaux de décisions ni à comprendre les raisons de celles-ci.

Alors que la fin de la « *FrancAfrique* » reste un vœux pieux, les différents interlocuteurs officiels : le ministre des Affaires Etrangères, Jean-Yves Le Drian, son directeur Afrique, Rémy Maréchaux, le Conseiller Afrique de l'Elysée, Franck Paris, le Directeur général de l'Agence française de Développement, Rémy Rioux ; sans omettre les « *visiteurs du soir* » du 2, rue de l'Elysée (siège de la cellule Afrique), cultivent une divergence d'approche et d'analyse, qui nuit, sur le terrain, à la pérennité et à la légitimité de notre action.

Il est donc plus qu'urgent de mettre la politique africaine de la France au menu du grand

débat national, et ce, afin d'apporter les nécessaires clarifications. Comme rappelé, c'est bien l'absence de réponse qui renforce l'inquiétude.

La question du Franc-CFA est, de ce point de vue, primordiale tant elle agite les populations africaines concernées et résonne désormais en écho sur le débat européen.

Lors de son premier discours sur sa politique africaine, en novembre 2017, à Ouagadougou, Emmanuel Macron avait déclaré être favorable à un changement de nom ou de périmètre de cette monnaie. Depuis, ce sujet n'a plus été abordé. Le gouvernement italien, qui ne rate pas une occasion de s'en prendre au chef de l'Etat français, a bien compris l'intérêt de jouer sur cette corde ultra-sensible. Le 22 janvier dernier, en accusant la France d'appauvrir l'Afrique en maintenant la colonisation à travers le FRCFA, et d'être par conséquent à l'origine du drame des migrants en Méditerranée, Luigi Di Maio, le vice-président du Conseil italien, par ailleurs, chef de file du mouvement 5 étoiles, a été ovationné par les opinions publiques africaines francophones.

Est-il utile de donner autant de bâtons pour se faire battre ? Certes, cette déclaration s'apparente plus à un règlement de compte ; Rome et Paris se disputant un leadership libyen sans aucun résultat tangible de part et d'autre.

En prime, l'Italie a beau jeu de se faire passer pour un chevalier blanc alors qu'elle fut, elle aussi, une puissance colonisatrice sur le continent africain et qu'elle espère toujours jouer un rôle notable à Tripoli.

Le besoin de clarification est aussi impérieux dans le domaine de la démocratie sur le continent. A force de négliger des principes intangibles, la France ne cesse de s'en remettre à des valeurs qui sont autant de géométries variables. Le dernier exemple à l'aune des élections en République Démocratique du Congo a démontré à quelle point la parole de Paris était devenue inaudible. S'exprimant sur un scrutin contesté et contestable, Jean-Yves Le Drian a estimé que les résultats de cette élection, qui déclarait Félix Tshisekedi président, n'étaient pas conformes et que l'autre opposant, Martin Fayulu était a priori le vainqueur.

Peu importe qu'il ait tort ou raison, d'ailleurs. Le simple fait de ne s'être jamais exprimé lors d'autres élections non-crédibles et d'avoir validé des scrutins non-transparents, à l'instar de l'élection présidentielle au Mali en juillet-août 2018 ou au Cameroun, en octobre de la même année, rend la prise de position du ministre français des Affaires étrangères au mieux ambiguë.

Le besoin de clarification sur tous ces sujets, comme sur d'autres (restitution des biens culturels africains exposés dans les musées européens, transparence dans les contrats d'exploitation des riches du sous-sol...) est impérieux.

L'absence de prise en compte de ceux-ci participe au «*french bashing*», en vogue, depuis plusieurs années, sur le continent africain et désormais à nos frontières.

La meilleure manière de répondre au mieux aux intérêts des Français consiste encore à autoriser et à provoquer ce rendez-vous doublement citoyen, car il est âprement attendu des deux côtés de la mer Méditerranée...

Emmanuel Dupuy
Président de l'Institut de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

La source originale de cet article est [Iveris](#)

Copyright © [Emmanuel Dupuy](#) et [Leslie Varenne](#), [Iveris](#), 2019

Articles Par : [Emmanuel Dupuy](#) et [Leslie Varenne](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca